

Novembre 1988

NOTES CONCERNANT LA RÉUNION SUR L'AIDE
EXTÉRIEURE A LA RECHERCHE
DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Ottawa, 14-15 octobre 1988

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

CONTENU

	<u>Page</u>
Généralités.....	1
Nécessité d'aperçu stratégique du financement de la RSD.....	1
Systemes de recherche nationaux.....	4
Contribution des centres de recherche régionaux et internationaux et de la recherche dans les pays industrialisés.....	6
Financement extérieur de la RSD.....	8
Résumé des recommandations de mesures à prendre.....	10
Annexe I	
Annexe II	

1. GÉNÉRALITÉS

La réunion visait à offrir une tribune pour discuter des questions stratégiques touchant la recherche au service du développement¹, dans les pays en développement, ses liens avec les centres de recherche internationaux et régionaux, et la recherche dans les pays industrialisés, de même que le rôle de l'aide extérieure. A l'origine des discussions, se trouve le rapport rédigé pour le CRDI par John Lewis sur l'"Aide extérieure à la recherche pour le développement : Étude de quelques grands organismes d'aide". La liste des participants comprenait des membres d'organisations d'aide à la recherche et un nombre de personnes du Tiers Monde très expérimentées. Cette liste est donnée en Annexe I.

L'Annexe II comprend la liste des questions à discuter telle qu'elle a été envoyée aux participants avant la réunion.

Celle-ci fut divisée en quatre sessions :

- 1) Nécessité d'un aperçu stratégique du financement de la recherche au service du développement;
- 2) Systèmes de recherche nationaux dans les pays en développement;
- 3) Contribution des centres de recherche régionaux et internationaux et de la recherche dans les pays industrialisés;
- 4) Aide extérieure à la recherche au service du développement.

La réunion fut essentiellement exploratoire pour déterminer s'il fallait discuter et travailler davantage les questions d'ordre stratégique et ne visait nullement à discuter en détail les différents points spécifiques soulevés. Les notes suivantes ont été organisées par sujet, dans la mesure du possible, et ne suivent donc pas l'ordre chronologique de la discussion.

2. NÉCESSITÉ D'APERÇU STRATÉGIQUE DU FINANCEMENT DE LA RSD

Dans son discours d'ouverture, Ivan Head a invité les participants à profiter de l'occasion qu'offrait cette réunion pour présenter un aperçu général de leur domaine de travail plutôt que de parler de leurs propres activités et de celles de leur organisation. Le fondement même de la RSD dans une optique mondiale doit être constitué par les systèmes ou les activités de recherche de chacun des pays en développement. Néanmoins, il était attendu que l'assemblée se pencherait sur l'utilité d'un aperçu à divers niveaux - national, régional et mondial - avec, comme but ultime, de s'assurer que la recherche ait un rôle efficace dans la promotion du développement. Le

¹ Le sujet de la réunion était la recherche au service du développement. Les participants employèrent divers termes, mais dans le présent document le terme "recherche au service du développement" a été employé systématiquement, de même que son abréviation RSD.

développement au sens large du terme, au macro-niveau, fait régulièrement l'objet de discussions de plus en plus sophistiquées dans différentes tribunes; cette réunion devait examiner s'il était souhaitable et opportun de faire un aperçu semblable de la recherche. La prémisse était que, de par la nature internationale du savoir, c'est là un domaine qui profiterait sans doute d'une stratégie globale.

La discussion du sujet a porté sur deux questions qui sont constamment revenues dans toutes les sessions de la réunion :

- 1) la nécessité et l'utilité d'une optique stratégique de la RSD qui comprendrait l'étude des ressources globales qui y sont affectées par les pays en développement et les organismes d'aide;
- 2) le type d'information requis pour mieux planifier et employer les ressources de RSD.

De l'avis général, il fut jugé utile de faire un aperçu général de la RSD, et d'obtenir et échanger toute information sur les schémas et politiques d'aide à la fois au niveau national et international. On a estimé que cela exigeait un meilleur échange d'informations et d'opinions entre les donateurs, et que cet échange, pour l'instant, devait se poursuivre de manière non formelle - peut-être au moyen de "séminaires annuels". La complexité des divers aspects du schéma global et leurs interrelations se sont révélés de façon de plus en plus nette au fil de la réunion, et ont renforcé l'importance d'avoir une vue "globale". Toutefois, il y eut une différence considérable, d'opinion quant à la mesure dans laquelle cet aperçu devait être établi formellement en tant que stratégie ou approche coordonnée.

Nombre de participants ont dit regretter que les décisions prises par les pays en développement et les donateurs, de financer la RSD soient prises sans connaissances des travaux entrepris par d'autres. Cela rend moins efficace l'emploi des ressources, déjà limitées, qui sont affectées à ce domaine. De plus, il existe d'importantes lacunes dans le financement de domaines ne relevant pas d'organismes particuliers telles la recherche sur l'environnement, la recherche sur les ressources naturelles, la recherche sur le problème de la pauvreté et la recherche sur la santé mentale.

La Commission internationale de la recherche sur la santé au service du développement a constaté que la nécessité d'adopter une perspective plus vaste a déjà été soulignée dans nombre de ses interviews. "Nous ne savons pas vraiment, surtout lorsqu'il s'agit de groupes donateurs, ce qui se fait dans le domaine, qui d'autre y intervient, quel effort est déployé et comment juger si "cet effort est suffisant ou trop grand." Ceci amena à l'identification d'un "certain nombre de domaines importants sans appui ou initiative quant à la recherche". Quelques-uns de ces domaines font partie des affaires en cours. D'autres constituent de nouvelles et difficiles gageures.

On a également examiné une tentative antérieure pour un aperçu stratégique de l'aide à la RSD dans les pays en développement - la Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie au service du développement tenue à Vienne en 1979. Depuis, les faits ont montré qu'il était peu probable que les pays en développement soient encouragés à diriger une initiative internationale dans ce domaine; il semble que des tribunes moins formelles, comme cette réunion-ci, qui rassembleraient des personnes des pays en développement et des organismes d'aide aient un véritable rôle à jouer à cet égard.

Il y eut quelques mises en garde quant à la mesure dans laquelle la recherche se laisserait traduire sous forme d'une vue stratégique. Les systèmes de recherche sont en fait loin d'être des systèmes de recherche et il existe peu d'organismes donateurs qui parlent de la recherche d'une manière multidimensionnelle. Il serait peut-être plus utile de rassembler des données sur la formation au service du développement et la création de compétences. Peut-être serait-il plus facile de "vendre" la recherche aux organismes d'aide en la plaçant dans ce type de contexte sectoriel. Néanmoins il existe, au plan national et international, un réel besoin de revoir toutes les activités entreprises dans tous les secteurs afin d'en arriver éventuellement à une meilleure affectation des ressources, et de découvrir où se trouvent les principales lacunes.

Les participants ont reconnu le besoin d'avoir de meilleures informations sur l'aide à la recherche fournie par les donateurs, et sur les ressources et les activités de recherche des pays en développement et des centres multilatéraux. Il est essentiel, de l'avis de l'assemblée, d'insister sur l'obtention de meilleures informations sur la recherche nationale des pays en développement. Néanmoins, l'assemblée a beaucoup discuté de l'information sur le financement par les organismes donateurs, puisque les participants à la réunion seraient plus facilement à même de contribuer à son amélioration.

En ce qui concerne les activités des donateurs, les participants ont reconnu l'importance tant de l'information, projet par projet, comme celle incluse dans IDRIS (Système inter-agence d'information sur la recherche au service du développement) et rassemblée par SPAAR (Programme spécial pour la recherche agricole en Afrique), que de la macro-information, rassemblée par John Lewis dans l'étude qu'il a faite pour le CRDI sur les grands flux monétaires à la recherche.

L'assemblée a reconnu qu'il faudrait beaucoup de temps avant d'obtenir des données plus exactes en ce qui concerne tous les aspects de la collecte d'information, mais que même des chiffres approximatifs valaient mieux que rien. Bien qu'un certain indicateur de qualité soit souhaitable, la première étape doit viser l'amélioration de la collecte d'information quantitative sur l'affectation des ressources à la recherche et sur les activités de recherche.

L'assemblée ne savait trop jusqu'où les organismes donateurs pouvaient aller pour stimuler la collecte de cette information destinée à la planification, tout en admettant que cette information les aiderait énormément dans leurs propres efforts et aideraient également les pays concernés.

Une question importante qui fut soulevée à propos du milieu mondial de la recherche, fut celle de la **privatisation de la recherche** qui prend de plus en plus d'importance. L'assemblée a exprimé son regret de voir la circulation de l'information diminuer dans certains domaines en raison de l'accroissement de l'intérêt porté à la privatisation des résultats de la recherche, et de voir que cela s'étendait à des domaines non encore touchés, comme l'agriculture. De même, il a été souligné que les brevets étaient la récompense des travaux de recherche et qu'il fallait songer, dans ces cas, à mettre les résultats des recherches à la disposition des pays en développement, à des conditions non commerciales, et à demander aux pays en développement de faire de même entre eux.

L'assemblée discuta aussi du potentiel des pays en développement à combler le fossé les séparant des pays industrialisés, et des nouvelles technologies qui leur permettraient de sauter les technologies employées actuellement par les pays industrialisés.

3. SYSTEMES DE RECHERCHE NATIONAUX

L'assemblée souligna l'importance des programmes nationaux dans les pays en développement comme le fondement de toute vue globale de la recherche au service du développement. Ces programmes ont besoin d'avoir leurs propres plans et capacités de recherche pour arriver aux meilleurs résultats possibles. Bien qu'il y ait beaucoup d'hétérogénéité entre les pays en développement, il y a des questions qui vont au-delà de ce que les programmes nationaux peuvent faire dans l'isolement et qui exigent une collaboration étroite et, parfois, la régionalisation de certaines fonctions de recherche. Il est vrai que dans presque tous les pays les ressources consacrées à la RSD ont subi de fortes pressions attribuables aux problèmes macroéconomiques globaux.

Des renseignements généraux ont été donnés au sujet du grand groupe de pays dits "plus petits pays", qui ont une population de moins de 10 millions; 67 plus petits pays ont une population de moins de 10 millions et, de ce nombre, 52 ont une population de moins de 5 millions. Ces pays consacrent souvent aussi peu que 0,1 % de leur PNB à la recherche. Dans leur cas, de sérieuses questions se posent quant aux choix des domaines dans lesquels ils devraient faire de la recherche, et quant à la façon, pour eux, d'obtenir et d'utiliser de l'information scientifique de l'extérieur.

La discussion a porté sur toute une gamme de questions. La première a été l'insuffisance des informations sur les ressources de la recherche

pour planifier la recherche et formuler la stratégie de recherche des pays en développement pris individuellement. L'assemblée a reconnu l'incapacité des conseils nationaux de recherche de beaucoup de pays de bien coordonner et planifier les efforts de recherche nationaux et l'appui extérieur à ces efforts. Nombre de pays ont commencé à mettre sur pied de plus puissants ministères de la science et de la technologie, mais même ces ministères sont souvent incapables, faute de moyens, de formuler et d'implanter des stratégies de recherche cohérentes. Les donateurs doivent être prêts à appuyer les efforts que déploient les pays en développement pour rassembler des informations pertinentes sur l'étendue et le type de leurs ressources pour la recherche.

La planification de la recherche dans les plus petits pays a été mise en contraste avec l'expérience de l'Inde. Cependant, il a été suggéré que, dans tous les cas, de meilleurs résultats seraient obtenus en abordant la recherche sur des problèmes de développement au lieu de parler de la science en général.

On a cité des organisations de recherche de pays en développement dont les travaux ont été couronnés de succès. Les groupes-cibles qui ont besoin des résultats de la RSD doivent être incités et aidés à obtenir un certain contrôle dans l'établissement des programmes de recherche. On a mentionné plusieurs instituts de recherche qui se financent en partie en offrant des services.

On a souligné que, quelle que soit l'hétérogénéité de leurs compétences en recherche, tous les pays avaient besoin de la recherche pour que leurs autorités puissent prendre des décisions judicieuses touchant les politiques et la gestion. Au delà de cette recherche axée sur les politiques, il y a la recherche sur le terrain qui est "essentielle pour adapter aux situations locales la technologie produite ailleurs, qu'il s'agisse de différences régionales au sein d'un pays ou de différences entre pays". Cependant, nombre de pays, sinon tous, ont toujours besoin du type de réseaux ou d'accès aux résultats de travaux réalisés dans les centres de recherche internationaux sur divers types de technologie.

Toute l'assemblée s'est entendue pour dire que le perfectionnement des ressources humaines se trouve à la base de tous les cas de pays qui ont réussi à accroître leur contribution à la RSD. Taiwan, la Corée du Sud et la Jordanie en sont des exemples. Tout ne peut être fait de l'extérieur; la science et la RSD doivent être entre les mains des scientifiques nationaux. Il n'existe pas d'exemple de technologie importée de l'extérieur qui ait abouti à des progrès nationaux fondés sur la science qui pouvaient se maintenir.

La discussion s'est élargie aux éléments du "milieu favorable" et, de là, à l'offre d'une aide adéquate à la RSD. La discussion de ce sujet ne s'est pas limitée à la formation des chercheurs; elle a inclus tout le processus d'éducation pour faire prendre conscience à tous les niveaux de la société de l'importance de la science et de sa

contribution potentielle au développement. On a cité en exemple les expositions et concours scientifiques en Afrique de l'Est. Sur le même sujet on a souligné l'importance d'éviter l'isolement des chercheurs et d'assurer la continuité durant les périodes d'instabilité politique et économique. Associations internationales et régionales, centres internationaux et création de groupes de pairs comme celui créé par le Agricultural Development Council (ADC) en Asie ont été donnés comme exemples d'initiatives qui, de l'avis des participants, pourraient jouer un grand rôle. Les donateurs doivent être prêts à inclure dans leur aide à la RSD des efforts pour s'assurer que les décideurs des pays en développement soient conscients de la contribution que la recherche peut faire au développement.

On a donné des exemples d'excellents établissements en plein déclin et dégradation. Il est essentiel que la création de capacités de recherche soit soutenue, et il fut demandé aux donateurs de tenir compte de deux grands éléments. Le premier facteur est le **temps**. Les donateurs ont montré une préférence marquée pour l'aide à court terme, tandis que la recherche et la création d'établissements demande de 10 à 15 ans. Le deuxième facteur est la préférence des donateurs de s'associer à quelque chose de neuf au lieu de renforcer et de consolider un établissement ou un programme créé grâce à l'aide d'autres donateurs. Les cas où un donateur a pris la relève d'un autre sont exceptionnels.

L'assemblée est revenue constamment sur les possibilités de meilleure collaboration entre les pays en développement. Il a été suggéré que les donateurs devraient chercher à favoriser un "développement régional autochtone viable" en quelque sorte, mais il s'agit là d'une question délicate.

4. CONTRIBUTION DES CENTRES DE RECHERCHE RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX ET DE LA RECHERCHE DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS

Ce sujet a été présenté en tenant compte de la taille et de l'essor des centres de recherche multilatéraux. Une étude du CRDI indique que ces centres avaient un budget de recherche de quelque 500 millions de dollars et que leur budget total dépasse le milliard de dollars, si on inclut les établissements "complémentaires à la recherche". De deux à trois à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ces centres sont aujourd'hui passés à quelque 200 dans le monde. Les premières années, c'est en Amérique latine et en Asie qu'il s'en créa le plus, puis l'accent s'est graduellement déplacé vers l'Afrique. L'agriculture a toujours été un domaine privilégié, mais d'autres domaines pourraient profiter d'un accroissement de ressources.

Au cours de la discussion, il fut souligné que ces centres visaient toujours à jouer un rôle clé dans l'aide à la recherche nationale. Ils ont offert une importante occasion d'interaction entre les scientifiques du Nord et du Sud, voire entre les scientifiques des pays en développement eux-mêmes. Ils ont lancé de substantielles initiatives

de perfectionnement des ressources humaines en recherche et continuent de fournir des services de soutien vitaux aux chercheurs des pays en développement par l'entremise de réseaux.

Il a été suggéré que les programmes de recherche nationaux étant de plus en plus forts, la nécessité d'avoir des centres purement régionaux risque de changer tout comme le rôle de ces derniers. Désormais, on préfère au Moyen-Orient, par exemple, créer des réseaux entre les programmes de recherche nationaux. L'accent est mis sur la création d'organisations nationales "parce qu'il ne peut y avoir de collaboration entre le régional et le national si le national n'existe pas. Il n'y a pas grand espoir de collaboration entre deux organisations nationales si elles ne sont pas toutes les deux fortes. Deux zéros ne peuvent collaborer".

On a étudié l'opportunité de mécanismes comme le GCRAI dans des domaines autres que l'agriculture. La Banque mondiale a souvent reçu des propositions de création de nouveaux groupes consultatifs (GC), mais il ne semblait pas "réaliste d'avoir un GC du genre de celui en agriculture. Celui en agriculture a été une solution rapide qui a permis d'amener des scientifiques de l'extérieur, les meilleurs du monde, à l'IRRI et au CIMMYT pour travailler sur des plantes parce qu'il n'y avait pas, à l'époque, un nombre suffisant de scientifiques autochtones."

Certains participants ont fait la distinction entre la nature **fonctionnelle et physique** des centres internationaux. Il faudrait à l'avenir que les centres soient plus souples dans leur offre d'aide aux réseaux fondés sur les efforts de recherche nationaux. Le nombre de nouveaux centres coûteux ayant leur propre infrastructure serait plutôt restreint. Ce qu'il faut c'est un mécanisme par lequel les donateurs eux-mêmes revoient collectivement les ressources qu'ils injectent dans les pays en développement, en vue de concentrer ces ressources et en tirer le meilleur parti.

Les participants étaient d'accord sur l'importance de **créer des réseaux** de scientifiques et d'établissements pour favoriser l'échange d'information et l'entreprise de travaux de recherche en collaboration. Il ne faut pas que les pays en développement soient laissés en dehors du développement et de la promotion de nouvelles techniques de communication (téléconférence etc.).

L'assemblée discuta beaucoup moins du rôle de la **recherche dans les pays industrialisés** dans le soutien de celle dans les pays en développement. Nombre de donateurs se tournent vers la collectivité de recherche de leur pays pour diriger ou gérer le soutien à la recherche dans les pays en développement, ce qui ne va pas sans entraîner des complications au plan du choix des recherches à financer en priorité.

L'assemblée a aussi admis qu'un nombre croissant de questions comme l'écologie et le SIDA exigent une gestion mondiale et une vue mondiale de la RSD. Ces gageures partagées risquent de soulever la question

suivante : faut-il que ce type de recherche soit financé à même les enveloppes nationales de l'aide publique au développement?

5. FINANCEMENT EXTÉRIEUR DE LA RSD

L'étude Lewis indique qu'en 1984 l'aide extérieure à la recherche pour le développement se serait située autour de 1,3 - 1,4 milliard de dollars. C'est là le chiffre le plus exact dont on dispose. Les chiffres sur l'affectation de fonds à la recherche dans les pays en développement mêmes sont beaucoup moins précis, mais il est clair que les fonds étrangers représentent peut-être jusqu'à dix pour cent de tout le budget de recherche et que ce pourcentage varie considérablement d'un pays à l'autre.

Les participants se sont penchés sur la nécessité d'avoir une série de données régulières sur l'aide extérieure à la RSD et sur les façons de rassembler ces données en tenant compte des difficultés de définition et de conceptualisation qu'a eues John Lewis. L'assemblée s'est prononcée fortement en faveur de la poursuite du travail déjà fait dans ce domaine. Il a été suggéré que la Banque mondiale, le CAD et le CRDI avaient un rôle à jouer. La Banque mondiale a parlé de la possibilité d'aider le CRDI à rassembler les données et à les analyser conjointement avec le CAD. L'idée est d'obtenir des ordres de grandeur très approximatifs au lieu de chiffres précis.

L'assemblée a aussi discuté de la promotion de la collaboration entre les donateurs. "Ce serait triste si nous ne commençons pas à faire preuve d'intelligence et à concentrer nos ressources pour décider de nos actions en Afrique". Pour continuer de travailler vers la réalisation d'un aperçu du financement et des priorités de la RSD, il a été recommandé que le même groupe - ou un groupe quelque peu modifié - se réunisse encore pour poursuivre la discussion non formelle sur des questions spécifiques ou sur un objectif mieux défini (comme dans le cas d'un "séminaire" annuel). On suggéra de tenir une réunion qui porterait exclusivement sur l'aide des donateurs à la RSD en Afrique. Il a également été suggéré que la Banque mondiale joue un rôle de premier plan en science et technologie, bien que certaines contraintes ne puissent lui permettre d'accroître facilement ses activités dans ce domaine. Il a été convenu que le CRDI devrait continuer d'organiser des réunions de ce genre en se servant de la formule du séminaire annuel.

En ce qui concerne l'amélioration de l'échange d'information, il a été recommandé que les donateurs s'efforcent de partager l'information sur les politiques et l'évaluation. Les documents de politique devraient être plus faciles à obtenir. Quant à l'évaluation, il a été suggéré que le groupe d'experts du CAD sur l'évaluation de l'aide pourrait étudier l'expérience des organismes membres dans le financement de la recherche. Il faudrait cependant que les donateurs indiquent plus clairement leur façon de juger le succès de l'aide à la recherche (par ex. GCRAI). "La façon dont le succès est mesuré pourrait fort bien

changer les priorités."

Les participants ont souligné l'importance de l'échange de l'information en disant que le financement de la RSD est une activité avide de main-d'oeuvre et que tous les organismes ne peuvent chacun obtenir toute l'information dont ils ont besoin. Les petits organismes ont dit que le gros de leur aide à la RSD va à la recherche multilatérale (soit, GCRAI et OMS) en partie pour cette raison. Un certain nombre s'est dit plus intéressé à financer la RSD dans les pays en développement dans le cadre de leurs programmes bilatéraux. Tous les participants ont reconnu avoir à jouer un rôle de défenseur de la RSD, tant au sein de leur propre organisme que dans les pays en développement pour accroître le support à cette dernière. Une meilleure information aiderait leur cause en assurant que les ressources disponibles sont utilisées efficacement.

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE MESURES A PRENDRE

1. Prochaines discussions générales :

L'assemblée appuya l'idée de poursuivre l'exploration de grandes questions générales touchant l'évolution d'un système de recherche comportant des éléments sectoriels, nationaux et internationaux qui pourrait identifier des mécanismes intéressants de financement de la RSD ou des lacunes dans la façon dont ce financement se fait maintenant. La meilleure façon d'obtenir un aperçu global serait au moyen de réunions non formelles à haut niveau qui permettraient peut-être d'aboutir à un consensus et à une plus grande collaboration.

Il a été convenu de tenir d'autres réunions ou "séminaires annuels" qui rassembleraient à peu près le même groupe de personnes pour se pencher sur des questions plus spécifiques. Le CRDI se chargera d'organiser la prochaine réunion si les participants estiment que cela serait utile et leur demandera de suggérer des thèmes.

2. Information sur les politiques :

L'assemblée a reconnu la nécessité d'établir une meilleure collaboration pour la collecte et l'échange d'informations, particulièrement sur les orientations stratégiques.

- a. L'idée que les donateurs **échantent des documents de politique** sur la stratégie et les approches de la recherche a été appuyée.
- b. **Leçons tirées de l'expérience** : Il a été suggéré que le groupe d'experts du CAD sur l'évaluation de l'aide considère de préparer un aperçu des résultats de l'évaluation des projets de recherche et de discuter les problèmes spéciaux liés à l'évaluation de l'aide à la recherche.

3. Information sur les ressources consacrées à la RSD :

a. **Financement extérieur**

(i) **Financement** : il a été convenu que la Banque mondiale et le CRDI appuieraient la poursuite du travail, assureraient la liaison avec le CAD ou tout autre mécanisme approprié pour obtenir des chiffres meilleurs - quoique approximatifs - sur le financement extérieur de la RSD dans les pays en développement et les centres multilatéraux.

(ii) **Projet** : les participants continueront à diffuser les systèmes d'information sur les projets actuels (IDRIS, SPAAR, etc.) et s'efforceront de faciliter l'accès des pays en développement à leur information.

- b. **Information sur les ressources nationales consacrées par les pays en développement à la RSD** : Les donateurs continueront à explorer

des façons d'aider les pays en développement à améliorer leur méthode de collecte et d'analyse de leurs données pour améliorer la planification stratégique et les choix. Ils devraient se tenir mutuellement au courant des études proposées sur l'environnement de la recherche.

MEETING ON EXTERNAL SUPPORT TO DEVELOPING COUNTRY R&D

RÉUNION SUR LE FINANCEMENT EXTERNE DE LA R & D
DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

OTTAWA - OCTOBER/OCTOBRE 14 - 15, 1988

LIST OF PARTICIPANTS/LISTE DES PARTICIPANTS

<u>NAME/NOM</u>	<u>TITLE/TITRE</u>	<u>ORGANIZATION/ORGANISATION</u>
Mrs. Tertit von Hanno Aasland	Head of Division, Planning Dept.	Ministry of Development Cooperation, Norway.
Dr. Ezio Andreta	Science & Technology Directorate	EEC, Belgium
Dr. Renato Batti	Development Assistance Directorate	EEC, Belgium
Dr. Bo Bengtsson	Director General	Swedish Agency for Research Cooperation with Developing Countries (SAREC), Sweden.
Dr. Nyle C. Brady	Senior Assistant Administrator, Science & Technology	Agency for International Development, U.S.A.
Mr. Arthur Brown	Associate Administrator	United Nations Development Programme, U.S.A.
Mrs. Margaret Catley-Carlson	President	Canadian International Development Agency, Canada.
Dr. Fakhruddin Daghestani	Advisor	Higher Council for Science and Technology, Jordan.
Mr. W. Doug Daniels	Director, Office of Planning and Evaluation	International Development Research Centre (IDRC), Canada.
Mr. Tim Dottridge	Senior Planning Officer, Office of Planning and Evaluation	International Development Research Centre (IDRC), Canada.
Mr. John Robert Evans	Chairman and Chief Executive Officer	Allelix Inc., Canada.
Monsieur Jean-François Giovanni	Vice-Directeur, Coopération au Développement et Aide humanitaire	Département fédéral des Affaires étrangères, Suisse.

<u>NAME/NOM</u>	<u>TITLE/TITRE</u>	<u>ORGANIZATION/ORGANISATION</u>
Professor Heitor Gurgulino de Souza	Rector	United Nations University, Japan.
Mr. Ivan L. Head	President	International Development Research Centre, (IDRC) Canada.
Dr. W. David Hopper	Senior Vice-President Policy, Planning and Research	The World Bank, U.S.A.
Dr. John P. Lewis	Professor	Princeton University, U.S.A.
Dr. Hans Peter Merz, Dipl.-Ing.	General Manager	GTZ, Federal Republic of Germany.
Professor Thomas R. Odhiambo	Director	The International Centre of Insect Physiology and Ecology, Nairobi.
Dr. Manmohan Singh	Secretary General	South Commission, Switzerland.
Mr. G. Storm	Head, Dept. for Education & Research	Ministry of Foreign Affairs, The Netherlands.
Ms. Elina Visuri	Counsellor, Chief of Section	Finnish International Development Agency, Finland.
Mr. Joseph Wheeler	Chairman	Development Assistance Committee, France.
Mr. Klaus Winkel	Head of Division, Evaluation & Research	Ministry of Foreign Affairs, Denmark.

Also invited, but unable to attend:

Minister Antonio Badini	Deputy Director General, Development Cooperation	Ministry of Foreign Affairs, Italy.
Monsieur Jacques Diouf	Secrétaire Général	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Sénégal.
Mr. Aldo Ferrer		Argentina.
Monsieur Dieter Frisch (Replaced by Dr. Batti and Dr. Andreta)	Directeur Général Direction générale du Développement	EEC, Belgium.
Mr. Enrique Iglesias	President	Inter-American Development Bank, U.S.A.

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Réunion sur le financement externe de la R et D dans les pays en développement : produire de la recherche pour l'an 2000 et au-delà.

Ottawa, les 14 et 15 octobre 1988

1. **État actuel de la R et D dans le Tiers-Monde et perspectives d'avenir**

Quelques questions à examiner

(a) Hétérogénéité et stratégie de R et D : i) on remarque une capacité de recherche accrue, mais également une plus grande hétérogénéité de la recherche dans les pays en développement. Certains pays sont de mieux en mieux en mesure de soutenir la concurrence dans de nombreux secteurs de la recherche de haute technologie (par ex. la Corée). Pour ces pays, la principale question à régler consiste peut-être à avoir un plus grand accès à la recherche des pays industrialisés (sans APD). ii) Les pays qui ne seront vraisemblablement pas capables de soutenir la concurrence en matière de développement de connaissances de pointe et de technologies exigeant un investissement très important en capital sont cependant beaucoup plus nombreux. Quelle stratégie de recherche devraient-ils adopter? iii) Un groupe important de pays ne seront peut-être même pas en mesure d'acquérir la masse critique minimale qui leur permettrait de s'attaquer à des problèmes essentiels nécessitant des recherches économiques et sociales à des fins de formulation de politiques. De quelles options peuvent-ils se prévaloir? iv) En ce qui concerne les pays en ii) et en iii) ci-dessus, ont-ils adopté des stratégies adéquates pour l'utilisation des ressources disponibles pour la R et D? Dans la négative, les donateurs devraient-ils les aider à établir des recherches clés en matière de stratégie de R et D?

b) Quels sont les progrès réalisés jusqu'à maintenant en R et D? Les faiblesses actuelles peuvent-elles être surmontées si les donateurs continuent de verser leur soutien financier sur une base "individuelle" -- c'est-à-dire de renforcer la capacité de recherche projet par projet?

c) Avons-nous besoin de plus d'informations sur des questions comme les ressources disponibles à l'appui de la recherche, l'efficacité de leur utilisation et l'équilibre entre les recherches en matière de politique et en matière de technologie?

2. **Évolution de la taille, du nombre et de l'orientation des institutions du réseau de recherche multilatérale.**

Quelques questions à examiner

a) On a déterminé que plus de 500 millions de dollars sont affectés à la recherche effectuée par des organismes multilatéraux -- s'est-on interrogé (sauf dans le cas du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale - GCRAI) sur les coûts d'opportunité ou les priorités?

b) Étant donné les coûts d'opportunité en termes d'aide aux réseaux nationaux de recherche, devrions-nous continuer à appuyer l'expansion des centres internationaux et régionaux?

c) Quelle serait l'évolution souhaitable des organismes multilatéraux actuels en termes d'appui optimal de la recherche dans les pays en développement? Se préoccupe-t-on suffisamment de cette question?

d) A-t-on besoin d'organisations qui peuvent jouer un rôle dans l'examen des besoins et des priorités de la recherche à l'échelle internationale, comme le fait le Comité de conseil technique (CCT) du GCRAI pour l'agriculture?

3. **Relations futures entre la recherche dans les pays en développement et la recherche dans les pays industrialisés.**

Quelques questions à examiner

a) Les pays industrialisés devraient-ils eux-mêmes renforcer leur capacité de répondre aux besoins de recherche des pays en développement?

b) A l'heure actuelle, quel accès les pays en développement ont-ils à la capacité de R et D des pays industrialisés (cf. CNUSTID 1979).

c) Quels sont les domaines clés de R et D dans lesquels la participation des pays en développement est insuffisante et où ils pourraient le plus profiter des travaux des pays industrialisés? Comment accroître l'accès à ces travaux?

4. **Rôle du financement externe de la R et D**

Quelques questions à examiner

a) Les organisations subventionnaires de la recherche exercent-elles une influence indue sur le choix des sujets de recherche dans les pays en développement? Ont-elles incité les pays en développement à sur-investir dans la R et D?

b) Le financement externe peut-il contribuer à modifier les opinions des décideurs sur l'importance d'une capacité de recherche interne qui peut être soutenue à même les ressources financières nationales?

c) A-t-on besoin de meilleures données sur les flux externes actuels à l'appui de la R et D dans le Tiers-Monde? Les donateurs reçoivent-ils des informations adéquates sur leurs initiatives respectives?